

505 L176 / 1

4651

(1938-1939)

A

Application aux femmes-agents veuves de guerre  
des dispositions du décret-loi du 17 juin 1938.

D.L. 17. 6.38 (J.O. 29. 6.38)

C.D.	14.2.39	70	X
C.D.	21.2.39	20	VI

Application aux femmes-agents veuves de guerre  
des dispositions du décret-loi du 17 juin 1938.



P.V. COURT

QUESTION VI - Avantages de re-  
traites à accorder aux femmes agents veu-  
ves de guerre remariées (suite à la déci-  
sion du Comité de Direction du 14 février  
1939, question X).

En réponse à la question qui avait été posée, M. le Directeur Général fait connaître que les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938 sont applicables aux veuves de guerre remariées.

En conséquence, le Comité est d'accord pour appliquer aux femmes agents veuves de guerre remariées les avantages de retraites accordés, par analogie avec les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938, aux femmes agents veuves de guerre.

Séance p. 20

M. GRIMPAET.- Le libellé de cette question, tel qu'il figure à l'ordre du jour, me paraît inexact. On pourrait croire qu'il n'est question d'accorder le bénéfice des avantages en cause qu'aux veuves remariées.

M. LE BERNERAIS.- Dans sa dernière réunion, le Comité de Direction a approuvé les propositions qui lui étaient soumi-  
ses en ce qui concerne les femmes agents veuves de guerre. Mais  
la question avait été réservée en ce qui concerne les femmes

.....

agents veuves de guerre remariées . Le Comité n'avait demandé de s'informer au préalable si l'Etat appliquait à ses fonctionnaires, veuves de guerre remariées, les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938. Or, il en est bien ainsi, le décret du 17 juin 1938 ne faisant aucune distinction entre les veuves remariées et celles qui ne le sont pas.

En conséquence, nous proposons d'appliquer aux femmes agents veuves de guerre remariées les avantages de retraites accordés, par analogie avec les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938, aux femmes agents veuves de guerre.

M. BRIAND..- Le Comité est d'accord.

---

Comité de Direction

---

Séance du 21 février 1939

---

VI- Application aux femmes agents veuves de guerre remariées des dispositions du décret-loi du 17 juin 1938 (suite à la décision du Comité de Direction du 14 février question X).

LB *examen en vote*

*Reçu le 21 février 1939*

*yes*



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## COMITÉ DE DIRECTION

du 14 FÉV. 1939 193

(Question N° IX)

11 février 1939

## RAPPORT AU COMITÉ DE DIRECTION

Application aux femmes agents  
veuves de guerre des dispositions  
du décret-loi du 17 juin 1938

Par lettres en date des 3 et 20 janvier 1939, la S.N.C.F. a proposé à M. le Ministre des Travaux Publics d'accorder aux agents titulaires de la carte du Combattant des avantages de retraite équivalents à ceux qui sont accordés aux fonctionnaires par le décret-loi du 17 juin 1938.

Le Ministre a approuvé cette proposition le 27 janvier dernier.

Or, la Fédération des Anciens Combattants a appelé récemment notre attention sur le fait que les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938 sont applicables non seulement aux Anciens Combattants mais aussi aux victimes de la Guerre bénéficiaires des lois des 31 mars et 24 juin 1919, et elle a demandé que la Société Nationale en fasse, pour ce qui la concerne, application aux femmes agents veuves de guerre.

Le nombre des veuves de guerre qui seraient susceptibles, si elles le demandaient, de bénéficier de ces dispositions est peu élevé : sur la Région de l'Ouest où les intéressées sont de beaucoup les plus nombreuses, ce nombre est de l'ordre de 350.

Nous sommes d'avis qu'il pourrait être donné satisfaction à la demande de la Fédération des Anciens Combattants et, si le Comité est d'accord, nous proposerons à M. le Ministre des Travaux Publics de modifier en conséquence le règlement de retraites.

Le Directeur Général,  
LE BESNERAIS.

QUESTION X - Application aux femmes agents  
veuves de guerre des dispositions du décret-  
loi du 17 juin 1938.

P. V. court

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises, sauf en ce qui concerne la question des veuves remariées, qui sera reprise à huitaine.

STENO p. 70

M. GRIMPET. - Les dispositions envisagées doivent-elles s'appliquer aux veuves remariées comme aux veuves non remariées ? Je ne vois pas, quant à moi, la légitimité d'accorder des pensions de cette nature aux veuves de guerre remariées.

M. LE BERNERAIS. - Je ne pourrais pas vous <sup>le</sup> préciser ce point, car le texte à insérer dans nos règlements de retraites n'est pas encore au point.

M. LE PRESIDENT. - ~~XXXXXXXXXX~~ Nous pourrions ajourner l'examen de la question à huitaine. En tout cas, la question des veuves de guerre remariées a soulevé des discussions au Parlement : il a été question, à maintes reprises de supprimer les pensions des veuves de guerre remariées, mais les défenseurs de la morale ont à observé que cette suppression favoriserait les unions libres.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Je vous rappelle que nous avons saisi la Société Nationale de la question de la mise à la retraite anticipée des ex femmes agents ayant plus de 15 ans d'affiliation et moins de 55 ans d'âge, étant entendu qu'elles ne bénéficieraient pas de bonifications analogues à celles qui sont accordées aux agents mis à la retraite d'office par application du décret-loi du 12 novembre 1938.

M. LE PRESIDENT. - L'octroi de toutes ces retraites anticipées surcharge nos caisses de retraite et rend plus difficile le problème de l'équilibre financier.

Pour en revenir à la question à l'ordre du jour, nous pourrions nous prononcer en faveur de l'application aux femmes agents veuves de guerre des avantages de retraites que nous avons consentis aux anciens combattants, par analogie avec les dispositions du décret-loi du 17 juin 1938, en laissant de côté la question des veuves de guerre remariées sur laquelle nous nous prononcerions à huitaine.

Il n'y a pas d'observation ? Le Comité est d'accord.



Lois et Décrets du 29 juin 1938

Décret-loi du 17 juin 1938 tendant à ouvrir le droit au bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants en service dans les administrations et établissements de l'Etat et à réduire les effectifs des fonctionnaires et agents en activité.

**Décret tendant à ouvrir le droit au bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants et aux victimes de la guerre en service dans les administrations et établissements de l'Etat et à réduire les effectifs des fonctionnaires et agents en activité.**

## RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 juin 1938.

Monsieur le Président,

Parmi les mesures propres à améliorer la situation économique du pays, il en est une qui répond à cette nécessité en conciliant les intérêts, en apparence opposés, de deux catégories de citoyens: celle de la génération du feu, comprenant les anciens combattants et les victimes de la guerre, celle de la génération montante, comprenant les jeunes qui recherchent une carrière et du travail.

C'est de cette considération générale que procède le présent décret, qui ouvre exceptionnellement et momentanément à une certaine catégorie de fonctionnaires et agents de l'Etat, des droits à une retraite anticipée, proportionnée à leurs services, droits analogues à ceux qui ont été reconnus depuis de longues années déjà à des militaires de carrière.

Dans les administrations de l'Etat, nombreux sont les anciens combattants et victimes de la guerre qui, entrés tardivement au service, aspirent à prendre avant l'âge fixé par les règlements actuels, une retraite qu'ils ne peuvent solliciter à présent: ce sont des mutilés dont l'âge a aggravé l'invalidité et qui souffrent de ne pouvoir rendre plus de service à l'administration; ce sont des veuves de guerre ou des ascendants qui, touchant ou ayant dépassé la cinquantaine, ne peuvent qu'au prix d'une grande fatigue accomplir le travail astreignant qui leur est demandé; ce sont des anciens combattants dont la résistance physique s'est amoindrie. C'est uniquement à ces catégories de personnels que serait donnée la faculté de solliciter une mise à la retraite anticipée avec des avantages particuliers, sous réserve qu'ils en fassent la demande dans un délai très limité.

Sans doute, l'octroi de retraites de ce genre à ceux qui la demanderaient serait susceptible d'engendrer une dépense nouvelle si les vacances d'emploi ainsi créées devaient être comblées nombre pour nombre; mais le texte prévoit que les emplois devenus ainsi vacants ne pourront être pourvus que dans la limite maxima de trois sur cinq. Ainsi le décret contient une source d'économie qui compense l'augmentation de dépense.

Mais tel n'est pas son seul objet. Dans la limite envisagée, le recrutement de nouveaux agents sera nécessaire. Ce recrutement offrira la possibilité de donner accès aux carrières administratives à des jeunes gens qui cherchent du travail et qui sont à l'heure actuelle en chômage. Ce recrutement ouvrira aussi des débouchés aux militaires engagés et rengagés en leur offrant un plus grand nombre d'emplois qui leur sont réservés.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux fonctionnaires et agents de l'Etat, mais il appartiendra, bien entendu, aux autres collectivités publiques, de prendre des mesures analogues, si elles le jugent opportun, compte tenu dans chaque cas de l'intérêt du service.

Il est inutile de souligner l'intérêt que peuvent présenter ces mesures pour l'économie générale du pays et aussi pour la défense nationale.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, en vous priant de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*

PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre des anciens combattants et pensionnés,*

CHAMPETIER DE RIBES.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des finances et du ministre des anciens combattants et pensionnés.

Vu la loi du 13 avril 1938 tendant au redressement financier;

Vu la loi du 14 avril 1924;

Le conseil des ministres entendu,  
décrète :

Art. 1er. - Les fonctionnaires, ouvriers et employés civils de l'Etat, régis par les lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, anciens combattants ou victimes de la guerre, bénéficiaires des lois des 31 mars et 24 juin 1919 sont admis, exceptionnellement, sur leur demande, après quinze ans de services effectifs civils militaires, dont douze années au moins de services civils à l'Etat, au bénéfice d'une pension anticipée avec jouissance immédiate.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux femmes fonctionnaires, ouvrières et employées, victimes de guerre, si elles comptent un minimum de douze années de services effectifs à l'Etat. La demande prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> devra être formulée dans les trois mois qui suivront la publication du décret prévu à l'article 5, ci-après.

Art. 2. — Cette pension sera liquidée d'après les règles en vigueur pour le calcul des pensions basées sur la durée des services. Elle sera calculée d'après le traitement moyen ou le salaire moyen du dernier ou du meilleur semestre. Il sera tenu compte, pour cette liquidation, des diverses bonifications de retraites dans les mêmes conditions que pour les titulaires de pensions civiles calculées sur une durée équivalente de services.

Une bonification de cinq annuités sera accordée aux bénéficiaires du présent décret. Cette bonification sera indépendante de celles qui sont prévues au paragraphe précédent. Elle ne pourra, toutefois, être supérieure au nombre des années de service restant à accomplir, par chaque intéressé, pour atteindre la limite d'âge qui lui est propre.

Les bénéficiaires pourront prétendre également, dès leur admission à la retraite, aux avances sur pension.

Art. 3. — L'administration ne peut, en aucun cas, s'autoriser des présentes dispositions pour mettre d'office à la retraite leurs bénéficiaires éventuels.

Art. 4. — Seront supprimés au moins deux postes de titulaires sur cinq devenus vacants à la suite des mises à la retraite, prononcées en vertu des dispositions qui précèdent. Toutefois, pour chaque ministère, administration ou établissement, les suppressions pourront s'effectuer sur l'ensemble des services à condition de porter sur des postes équivalents.

Il sera tenu dans chaque administration, établissement ou service une liste des postes supprimés. Le nombre de ces postes, au regard de celui des admissions à la retraite, devra, à tout moment, être au moins dans le rapport de deux à cinq. Ce rapport devra être réalisé sur la base des effectifs budgétaires. Aucune admission à la retraite ne pourra, à peine de nullité de plein droit, être prononcée sans qu'il soit simultanément justifié de l'observation des dispositions qui précèdent.

Le nombre des bénéficiaires du présent décret ne pourra dépasser cinq mille.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique, contresigné par le président du conseil, le ministre des finances et le ministre des anciens combattants et pensionnés, fixera les modalités d'application du présent décret dans les trois mois qui suivront sa publication.

Ce décret définira notamment les catégories de bénéficiaires visés à l'article 1<sup>er</sup> et les modalités du contrôle de la suppression des emplois prévus à l'article 4.

Art. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 13 avril 1938.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances, le ministre des anciens combattants et pensionnés et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:  
*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la  
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre des anciens combattants  
et pensionnés,*  
CHAMPETIER DE RIBES.